United Nations Nations Unies

THE PRESIDENT OF THE GENERAL ASSEMBLY

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE

26 septembre 2013

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire

Tous les États Membres ont été invités à participer à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est tenue le 26 septembre 2013, sur le thème « Désarmement nucléaire ».

Lors de sa 67e session, par sa résolution A/RES/67/39 PDF, l'Assemblée générale a décidé de convoquer une réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire qui aurait lieu pendant la réunion de haut niveau de la 68e session de l'Assemblée générale.

« En décidant d'organiser une réunion de haut niveau, les États Membres ont souligné l'importance d'œuvrer à l'édification d'un monde plus sûr pour tous et d'instaurer la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires. Convaincue que le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires sont indispensables pour écarter le risque de guerre nucléaire, l'Assemblée générale a rappelé que dans la Déclaration du Millénaire, les chefs d'État et de gouvernement avaient décidé de travailler à l'élimination des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, et de n'écarter aucune solution possible pour parvenir à cet objectif, notamment en ce qui concerne la convocation éventuelle d'une conférence internationale pour définir les moyens d'éliminer les dangers nucléaires ».

M. Vuk Jeremic, Président de la 67e session de l'Assemblée générale (13 mai 2013)

Concours d'art pour la paix

Plus de 6 500 enfants et adolescents originaires de 92 États Membres ont participé en 2012 au Concours « Art pour la paix ». Ils ont utilisé leurs talents artistiques pour « imaginer un monde sans armes nucléaires ».

Voici les créations de trois des 12 finalistes - toutes les créations sont disponibles en ligne

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Le texte prononcé fait foi
Check against delivery

68ème session de l'Assemblée générale

Réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire
High-level meeting on Nuclear Disarmament

New York, le 26 septembre 2013

S.E. M. Didier Burkhalter, Vice-Président et Chef du Département fédéral des affaires étrangères

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Excellences,
Messieurs, Mesdames les délégués,

La Suisse salue la tenue de cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le thème du désarmement nucléaire. 68 ans après la création de l'Organisation des Nations Unies, il est à présent grand temps que les Etats se réunissent autour de cette importante question qui a été une préoccupation de l'Organisation depuis sa création. Atteindre un **monde sans armes nucléaires** est un but que la communauté internationale doit **poursuivre avec fermeté et détermination**.

Tant que l'arme nucléaire existera, **le risque** qu'elle soit un jour utilisée restera **réel**. En effet, des centaines d'ogives nucléaires sont prêtes à être engagées en quelques minutes. Ces armes sont présentes entre autres dans des régions instables. Enfin, une arme nucléaire pourrait tomber entre les mains de terroristes. Une utilisation accidentelle, délibérée ou due à une erreur de calcul ou d'évaluation, ne peut par conséquent être exclue. Les armes nucléaires sont vues comme un instrument de dissuasion. Elles sont aussi perçues comme un symbole de pouvoir. Mais elles sont également, et **avant tout, une menace** pour la sécurité des Etats et des humains.

La Suisse se félicite dès lors de la reconnaissance croissante par la communauté internationale que toute future utilisation de ces armes pourrait avoir des **conséquences dévastatrices**, tant immédiates que sur le long terme. Nous saluons la tenue d'une conférence sur **l'impact humanitaire** des armes nucléaires à Oslo en mars dernier ainsi que l'annonce par le Mexique d'organiser une conférence de suivi. Nous complimentons également les efforts du Mouvement international de la Croix Rouge et du Croissant Rouge ainsi que de la société civile. Tous ces développements ont permis de démontrer qu'il est difficile d'envisager comment les armes nucléaires pourraient être utilisées de manière conforme au droit international humanitaire.

L'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) le dit clairement : le désarmement nucléaire nous concerne tous et nous avons tous une responsabilité de **redoubler d'efforts** dans différents domaines :

1. En premier lieu, aucun Etat additionnel ne devrait plus acquérir ces armes. La communauté internationale doit être ferme sur ce point. La **prolifération** des armes nucléaires **représente une menace** pour la paix et la sécurité internationales. Il est essentiel que la crédibilité du régime de non-prolifération soit renforcée.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706

2. L'établissement de **zones exemptes d'armes nucléaires** additionnelles est à encourager. De telles zones sont des éléments constitutifs d'un monde sans armes nucléaires. Par conséquent, nous soutenons vivement l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au **Moyen-Orient**. La réponse internationale à la récente utilisation d'armes de destruction massive en Syrie devrait représenter une opportunité stratégique pour faire progresser ce projet ambitieux.
3. De surcroît, les progrès en matière de **désarmement** nucléaire devraient être **accélérés**. Les Etats dotés de l'arme nucléaire ont, à cet égard, une responsabilité particulière. Nous les encourageons
   - à réduire leur dépendance aux armes nucléaires au sein de leurs doctrines de sécurité,
   - à diminuer le niveau d'alerte des armes nucléaires,
   - à cesser toute modernisation de ces armes et de leurs vecteurs
   - et à accélérer les réductions d'armes nucléaires.

Des instruments additionnels juridiquement contraignants seront nécessaires. Il est donc primordial de revitaliser la machinerie du désarmement, y compris la Conférence du désarmement à Genève.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous réjouissons des discussions ouvertes, innovantes et constructives qui ont eu lieu cette année à **Genève** au sein du Groupe de travail de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire. Centre mondial pour le désarmement, Genève voit se réunir les Etats, les organisations internationales et la société civile pour faire avancer le désarmement nucléaire. La Suisse s'en réjouit car c'est cela l'esprit de Genève : la promotion de la paix, des approches innovantes face aux grands défis et la volonté de construire des ponts au service de l'humanité.

Nous avons besoin de travailler dans cet esprit et de déployer des efforts collectifs et de longue haleine pour atteindre ce but essentiel, l'élimination de toutes les armes de destruction massives. Tous les Etats, ceux qui ont renoncé à acquérir l'arme nucléaire et ceux qui la détiennent, sont appelés à s'unir autour de cet **impératif humanitaire**. Il est de notre responsabilité collective d'empêcher que les générations futures aient à faire face à nouveau au pouvoir destructeur de ces armes.

Unofficial Translation

Madam President,
Mr. President,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Switzerland welcomes the holding of this High-level Meeting of the General Assembly on Nuclear Disarmament. Sixty-eight years after the founding of the United Nations it is high time for the states to come together on this important question, which has been of concern to the organization since its creation. The goal of **a world without nuclear weapons** is one the international community needs to **pursue with verve and determination**.

As long as nuclear weapons continue to exist, **there is a real risk** they will again be used one day. Indeed, hundreds of nuclear warheads are on high alert ready for launch within minutes - weapons that are also to be found in unstable regions. Finally, there is the possibility a nuclear weapon could fall into the hands of terrorists. Their eventual use – whether accidental, deliberate or due to an error of calculation or evaluation – therefore cannot be excluded. Nuclear weapons are viewed as an instrument of deterrence. They are also seen as a symbol of power. But **above all** they are **a threat** to the security of states and of humankind.

With this in mind, Switzerland welcomes the fact that the international community increasingly recognizes that the use of these weapons could have **devastating consequences**, both immediately

---

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

and in the long term. We welcome the holding of a conference on the **humanitarian impact** of nuclear weapons in Oslo last March, and the announcement by Mexico to organize a follow-up conference. We also commend the efforts of the International Red Cross and Red Crescent Movement and of civil society. All of these developments help to demonstrate that it is difficult to envisage how nuclear weapons could be used in conformity with international humanitarian law.

The Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) states clearly in Article VI that nuclear disarmament concerns us all and that we all have a responsibility to **redouble our efforts** in various areas:

1. First and foremost, no additional state should be allowed to acquire these weapons. The international community needs to be firm on this point. The **proliferation** of nuclear weapons **is a threat** to international peace and security. It is absolutely essential to strengthen the credibility of the non-proliferation regime.
2. The creation of additional nuclear-weapon-free zones is to be encouraged. These are the building blocks of a world without nuclear weapons. We therefore vigorously support the establishment of a zone free of nuclear weapons and of other weapons of mass destruction in the **Middle East**. The international response to the recent use of weapons of mass destruction in Syria should serve as a strategic opportunity for moving this ambitious project forward.
3. We also need to **accelerate** progress in relation to nuclear **disarmament**. The nuclear-weapon states have a special responsibility in this context. We invite them:
   - to reduce their dependence on nuclear weapons in their security doctrines;
   - to lower the alert level of nuclear weapons;
   - to cease all efforts to modernize these weapons and their delivery systems;
   - to accelerate the reduction of nuclear-weapon stockpiles.

Additional legally binding instruments are needed, and in this context it is absolutely necessary to revitalize the disarmament machinery, including the Conference on Disarmament in Geneva.

Ladies and Gentlemen,

We welcome the open, innovative and constructive discussions held this year in **Geneva** in the Open-ended Working Group of the General Assembly on Nuclear Disarmament. In its role as an international center for disarmament efforts, Geneva is the venue for states, international organizations and representatives of civil society to meet in order to advance nuclear disarmament. Switzerland applauds this. This is what we call the spirit of Geneva: promotion of peace, finding innovative approaches to meet major challenges, and the desire to build bridges to serve the interests of humankind.

We need to continue our work in this spirit in a collective, long term effort to achieve our key objective – the elimination of all weapons of mass destruction. All states, both those that have renounced nuclear weapons and those that possess them, are called upon to unite around this **humanitarian imperative**. It is our collective responsibility to ensure that future generations will never again be confronted with the destructive power of these weapons.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

SLOVÉNIE

À vérifier au moment de l'allocution!

ALLOCUTION

DE M. KARL ERJAVEC
VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

À L'OCCASION DE
LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

New York, le 26 septembre 2013

Monsieur le Président,

Permettez-moi de m'associer à la déclaration de l'UE et d'accentuer certains de nos points de vue nationaux.

La Slovénie s'est engagée à atteindre notre objectif commun et ultime - un monde sans armes nucléaires. Nous pensons que cet objectif est réalisable pour peu que nous y consacrions des efforts soutenus, de la vision, de la détermination, de la transparence et du courage. Il s'agit d'un débat important qui se déroule au moment opportun et nous croyons que tous les pays se sentent solidaires de cette noble cause.

Ce débat est loin d'être récent. Le désarmement nucléaire est sur la feuille de route de la communauté internationale depuis le début de l'ère atomique. Nous ne devons pas oublier que les efforts de désarmement dont ont fait preuve les États-Unis et la Fédération de Russie dans le passé ont déjà donné des résultats importants. Ces derniers sont impressionnants. Plus de 70% des stocks ont été réduits. Cet effort bilatéral devrait être parallèlement complété par une approche multilatérale. Il existe des exemples positifs, qu'il s'agisse de traités à part entière ou de différentes initiatives, du contrôle des exportations, de l'exemple de zones exemptes d'armements nucléaires et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous partageons la vision du Président Obama, celle qu'il a présentée lors de son allocution à Prague dès le printemps 2009 et qu'il a réitérée ce printemps à Berlin. La Slovénie soutient et suit cette vision. La proposition visant à réduire les armements nucléaires stratégiques déployés devrait retenir toute notre attention.

La Slovénie regrette que les mécanismes internationaux de désarmement n'aient pas encore abouti à des résultats importants ces 15 dernières années. Permettez-moi simplement de mentionner l'impasse de la Conférence du désarmement (CD) de Genève qui, depuis la conclusion des négociations du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) en

1996, n’a pas été en mesure de commencer des travaux de fond. L'adoption du programme de travail de la conférence en 2009 a soulevé de nombreux espoirs. Depuis bien longtemps, la Conférence du désarmement aurait dû déboucher sur des négociations sur le Traité visant l'arrêt de production de matières fissiles (FMCT). C'est pourquoi nous croyons que la Conférence du désarmement devrait être remodelée et que le concept de consensus à n'importe quel prix comme méthode de travail fondamentale devrait être reconsidéré ou remplacé.

La Slovénie a soutenu l'idée du groupe de travail sur le désarmement nucléaire à composition non limitée créé par l'Assemblée générale des Nations Unies l'an dernier. Nous estimons que le travail de ce groupe mérite d’être loué et nous espérons que son action n'aura pas été vaine. Le groupe devrait poursuivre ses travaux et continuer à être soutenu dans le cadre des discussions visant à mettre en œuvre un monde exempt d'armements nucléaires.

Le Traité de non-prolifération (TNP) et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) ne sont que des pièces importantes d’une image de plus grande ampleur. Malheureusement, le dernier traité mentionné n'est pas encore en vigueur. La Conférence d'examen du TNP en 2015 devrait représenter une avancée dans ce domaine. Tandis que la démarche fondée sur trois piliers devrait rester la base de nos travaux, le pilier du désarmement nucléaire, comme les autres deux piliers doit être notamment réaffirmé et renforcé.

Monsieur le Président,

Je suis conscient de la divergence de vues entre nous sur la question du désarmement nucléaire. Nous considérons qu’il s’agit d’un processus progressif qui doit se fonder sur des bases existantes et nous avons conscience que d’autres États membres des Nations Unies peuvent avoir des opinions autres sur cette question. Nous espérons que dans un certain moment, nos efforts communs convergeront.

En dépit de ces différences, nous voyons une fenêtre d'opportunité. Nous devrions tous travailler de concert avec l'intention de parvenir à une vision commune pour un monde meilleur et plus sûr, exempt non seulement d'armes nucléaires, mais également de toutes armes de destruction massive.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.

ALGERIE

INTERVENTION DE MONSIEUR RAMTANE LAMAMRA
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
DEVANT LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE DESARMEMENT NUCLAIRE
New York, le 26 septembre 2013

Monsieur le Président,

Je voudrais exprimer la satisfaction de la délégation algérienne pour l'organisation de cette réunion de haut niveau, consacrée à une question d'intérêt commun qu'est le désarmement nucléaire.

Nous saluons cette rencontre historique, résultat d'efforts persévérants visant à inscrire la question du désarmement nucléaire comme priorité dans l'agenda international, en particulier, dans le contexte de l'interdépendance accrue de notre monde globalisé.

La délégation algérienne qui se reconnait dans la déclaration prononcée du Mouvement des Pays Non Alignés, des Groupes africain et arabe, réaffirme sa volonté d'œuvrer à la réalisation de l'objectif de libérer le monde des armes nucléaires qui impactent fortement la paix, la sécurité collective et le développement.

En effet, notre monde en mutation accélérée ne peut s'accommoder de logiques individuelles, fondées sur le développement et le perfectionnement de capacités destructives propres à chacun. Le rôle central des Nations unies dans le système multilatéral est crucial pour rapprocher les perceptions et restaurer la confiance dans notre sécurité collective.

Nos présentes assises sont l'occasion d'un engagement renouvelé pour la réalisation de l'objectif commun d'un désarmement général et complet.

Il nous incombe de tout faire pour que les changements en cours qui redessinent les relations internationales, ne fournissent des prétextes qui justifieraient la modernisation d'arsenaux nucléaires, voire une course aux armements.

Monsieur le Président,

L'arme nucléaire est, disons-le, un mal absolu quel qu'en soit le détenteur. Il est donc absurde qu'elle soit jugée légitime quand elle est détenue par certains, et illégitime quand elle l'est par d'autres. Les armes nucléaires doivent donc être éliminées dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

Dans ce contexte, la Communauté internationale ne peut fermer les yeux sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, mis en lumière par la première Conférence internationale organisée sur ce sujet, à Oslo, en mars 2013. Nous saluons cette approche qui nous rappelle les risques et menaces des armes de destruction massive. La Conférence prévue à Mexico en 2014, constituera un jalon prometteur dans la poursuite de nos efforts communs visant l'avènement d'un monde libéré de ces armes letales.

Monsieur le Président,

La coopération internationale est un levier important dans la mise en œuvre des mesures agréées au niveau international pour le désarmement et la non-prolifération qui se complètent mutuellement. Elle est aussi la raison d'être de nombreux Foras multilatéraux, dument mandatés, pour l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments ainsi que la vérification des obligations des Etats. A cet égard, l'absence de progrès significatifs dans le domaine du désarmement nucléaire et la paralysie de la Conférence de Désarmement sont sources de profonde préoccupation.

Le multilatéralisme demeure le cadre idoine pour favoriser la coopération devant également conduire à compléter l'architecture mondiale qui fonde la sécurité collective. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires devrait être accélérée, et son champ d'application élargi aux interdictions d'essais réalisés par simulation. La négociation d'un instrument interdisant la production de matières fissiles à usage militaire, devrait être lancée dans les délais les meilleurs.

La démarche héritée de la Guerre froide, reposant sur la dissuasion nucléaire, s'avère inapte à répondre aux risques et menaces sécuritaires d'aujourd'hui. L'Accord START conclu entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, mérite d'être souligné comme un développement positif sur la voie de la réduction de leurs arsenaux nucléaires respectifs. Toutefois, cet effort gagnerait à être adossé à un mécanisme de vérification multilatérale pour imprimer un caractère universel à cette démarche.

Dans ce contexte, la Communauté internationale doit œuvrer à réunir les conditions propices à la convocation de la 4^{e} session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement, avec la participation de tous les États, y compris les puissances nucléaires, pour traiter de ces questions d'intérêt commun.

En attendant l'élimination totale des armes nucléaires, seule garantie réelle de sécurité, les États non dotés d'armes nucléaires sont en droit de bénéficier, de façon inconditionnelle, de garanties de sécurité crédibles, devant être codifiées dans un instrument juridiquement contraignant.

Les Zones exemptes d'armes nucléaires contribuent au désarmement et à la non-prolifération. Elles constituent une mesure de confiance entre les Etats de la région où elles sont établies. La région du Moyen Orient souffre d'un déficit

criant de confiance, dû à l'asymétrie résultant de l'arsenal nucléaire israélien qui échappe à la vérification de l'AIEA en vertu des obligations au titre de l'adhésion au TNP, dont Israël n'est pas partie.

La Communauté internationale doit s'engager résolument à réunir les conditions propices à la tenue de la Conférence d'établissement d'une Zone au Moyen Orient, avant la fin 2013. Elle exhorte les garants de la résolution 1995, à poursuivre leur engagement pour l'aboutissement des efforts du Facilitateur, l'Ambassadeur Jako Laajava, d'accueillir la Conférence, à Helsinki, de préférence, avant la fin de l'année 2013.

En conclusion, nous ne devons pas faiblir dans nos efforts d'œuvrer, sous l'égide de l'ONU, à la concrétisation de l'objectif du désarmement nucléaire, dont la feuille de route présentée par les PNA constitue un pas important sur la voie de la sécurité collective, indivisible et universelle.

Je vous remercie.

BURKINA FASO

Mission Permanente auprès des Nations Unies

Unité – Progrès - Justice

SOIXANTE-HUITIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

—0—0—
—0—

REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE

NEW YORK, 26 SEPTEMBRE 2013

DECLARATION DU BURKINA FASO

Prononcée par

SON EXCELLENCE
MONSIEUR DJIBRILL YIPENE BASSOLE
MINISTRE D'ETAT
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION REGIONALE

New York, le 26 Septembre 2013

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,
Distingués délégués,

Le Burkina Faso salue la tenue de cette rencontre de haut niveau sur le désarmement nucléaire dont la pertinence, en ces temps d'incertitudes au niveau global, n'échappe à personne.

Elle marque, en effet, notre volonté commune de lever l'hypothèque de la menace des armes nucléaires sur la paix dans le monde. En cela, nous voudrions saluer le rôle combien important joué par l'Organisation des Nations Unies, unique cadre multilatéral universel de propositions et de défense de cette noble cause. Grâce à son action, nous avons pu enregistrer d'importantes avancées, même si à l'évidence, nous sommes encore loin d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Monsieur le Président,

La menace permanente à laquelle nous exposent les armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, et dont nous mesurons désormais avec certitude les effets destructeurs, vient nous rappeler la nécessité et l'urgence de parvenir à l'interdiction de celles-ci, voire à leur élimination totale. Les nombreux accidents, notamment les plus récents, sonnent à cet égard comme des avertissements dont nous devons prendre la pleine mesure, afin de ne pas nous méprendre sur les dangers réels que nous courrons à tout instant, individuellement et collectivement.

Monsieur le Président,

La recherche de la paix et de la sécurité sont des axes majeurs de la politique étrangère du Burkina Faso. Mon pays a adhéré aux différents traités multilatéraux relatifs au désarmement, tant au niveau régional et international. Partie au Traité de Non Prolifération nucléaire et au Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires, le Burkina Faso est convaincu que la meilleure réponse à la problématique de la paix et de la sécurité internationales est l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Dans cette perspective, l'Afrique, comme d'autres régions, en indique la voie. Entré en vigueur en juillet 2009, le traité de Pelindaba consacre l'Afrique comme une zone exempte d'armes nucléaires, témoignant ainsi de l'engagement des dirigeants et des peuples africains en faveur d'un monde de paix, d'un monde plus sûr.

C'est le lieu d'appeler à l'universalisation des traités pertinents, notamment le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires (TICE), par une dynamique que nous souhaitons voir s'engager au niveau des Etats de l'Annexe II. Ces Etats ont une responsabilité historique, et nous leur lançons solennellement un appel à l'assurer.

Nul besoin de rappeler que les armes nucléaires sont les plus meurtrières et les plus dévastatrices que l'humanité ait jamais connues. Leur seule existence constitue une menace permanente. Qui plus est, le risque est désormais élevé de voir les matières nucléaires tomber entre les mains de personnes et groupes extrémistes.

Monsieur le Président,

Nous considérons que l'implication de la société civile et de la communauté scientifique dans le processus du désarmement nucléaire, à travers des foras sur la science et la technologie nucléaires permettrait de mettre en exergue les bénéfices de l'utilisation pacifique du nucléaire en faveur du développement.

Monsieur le Président,

Le désarmement nucléaire ne devrait pas être un mirage ou cette ligne d'horizon qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on s'en approche. Nous devons dès lors faire preuve de plus de volonté politique et de bonne foi dans le cadre des mécanismes et des organes de négociation tels que la conférence du désarmement.

Je vous remercie.